

## 1 1001 - prix : 8 F

Hebdomadaire - paraît le vendredi - Nº 1 190 - 12 avril 1991 - prix : 8 F

comme Politiciens et comme Pognon!

# LE"DROIT INTERNATIONAL":

PROTEGER EMIRS ET PETROLIERS

ET LAISSER MASSACRER

LES KURDES!

## P... COMME POLITICIENS, DE GAUCHE COMME DE DROITE!

Il devait être, comme on dit, «dans le collimateur» depuis longtemps, ce «petit juge» du Mans, Thierry Jean-Pierre, qui vient d'être dessaisi à grand bruit de l'enquête qui l'avait conduit sur la piste des «fausses factures» du Parti Socialiste. On dit la justice lente à prendre des décisions, eh bien elle ne l'est pas toujours. C'est un dimanche après-midi, en pleine perquisition, que les supérieurs du juge ont décidé de confier à quelqu'un d'autre le dossier qu'il était en train d'instruire et de mettre sous le boisseau les documents qu'il avait saisis...

Mais si l'objectif du ministère de la Justice était de jeter encore une fois un voile discret sur ces «fausses factures», déjà couvertes l'an dernier par une loi d'amnistie, c'est raté. L'affaire a fait du bruit ; le ministre de la Justice et son second Georges Kiejman ont crié à la machination politique et accusé le juge d'être manique et accusé le juge d'être manique pulé par la droite... Celle-ci a réagi, s'est emparée de l'affaire et a déposé une motion de cen-

Bien sûr qu'en matière de fausses factures et d'utilisation privée
des fonds publics, la droite n'est
pas en reste sur le Parti Socialiste. Mais on tombe dans les
«machinations politiques» qu'on
mérite. Et si la droite peut chercher à exploiter politiquement
des affaires, qu'elles soient révélées par un des siens comme l'inspecteur de police Gaudino ou par
un proche de la gauche comme
l'est apparemment le «petit
juge» du Mans, c'est d'abord
parce que ces affaires existent.

Au gouvernement depuis dix ans, le Parti Socialiste trouve tout à fait normal d'user des procédés qu'il dénonçait naguère venant de la droite. Il se sert des leviers de commande dont il dispose dans l'Etat pour financer ses campagnes électorales, puis se voter des lois et une amnistie qui enté-

\* \* \*

rinent l'opération, enfin pour mettre des bâtons dans les roues de qui voudrait en savoir plus sur ces pratiques. Il ne s'agit pas de permettre à n'importe quel juge de «se mêler de ce qui n'est pas de sa compétence» a déclaré Georges Kiejman. Est-ce à dire que le seul compétent pour enquêter sur le financement du Parti Socialiste est le ministre de la Justice... lui-même ancien trésorier de la campagne électorale de Mitterrand ?!

Alors si le Parti Socialiste au gouvernement peut tomber dans des «machinations» montées ou en tout cas exploitées par la droite, c'est tout simplement parce qu'il ne se distingue pas de celle-ci. Comme elle, il ment, il filoute, il exploite, il truque ; il crie au scandale quand on le prend la main dans le sac. Et pour finir il accuse ceux qui lui demandent des comptes de «faire le jeu de la droite»!

Tous ces politiciens ont depuis longtemps pris l'habitude de se jeter ainsi des «affaires» dans les jambes, comme si la seule façon de faire oublier qu'ils sont pourris était d'accuser leurs concurrents de l'être encore plus. C'est sans doute cela que l'on nomme le «jeu politique». Mais il y a dans l'affaire ceux qui jouent et ceux qui sont joués.

Le Parti Communiste a annoncé qu'il ne voterait pas la motion de censure. Lui qui a dans le passé gouverné avec le Parti Socialiste contre les travailleurs, puis s'en est séparé, montre ainsi qu'en fait il en est resté solidaire, et prêt à sauver la mise au Parti Socialiste chaque fois que ses voix peuvent être nécessaires.

Il avait pourtant là l'occasion de montrer que ses députés, du point de vue de l'intérêt des travailleurs, peuvent servir à quelque chose. Car ces mêmes hommes dits de «gauche» qui s'indi-

gnent aujourd'hui à la seule idée de devoir rendre des comptes comme n'importe quel justiciable sont les mêmes qui ont, au passage, oublié toutes les promesses sur lesquelles ils s'étaient fait élire; les mêmes qui font la morale aux gens du peuple en leur reprochant d'être trop exigeants et en leur recommandant la «rigueur». Ce sont les mêmes qui expliquent la nécessité des sacrifices, des licenciements, du chômage; soi-disant pour per-mettre à l'économie d'aller mieux, en fait parce que leur seule utilité est d'aider le patronat à faire toujours plus de profits avec de moins en moins de travailleurs...



Alors en fait de spectacle, ce «jeu» politicien plus lamentable que jamais, où travailleurs et petites gens perdent à tous les coups, risque de faire de moins en moins recette. Mais il reste aux travailleurs à opposer à ces faux semblants entre politiciens de droite et de gauche leur propre lutte, la lutte pour leurs propres intérêts, en ne la confiant à personne d'autre qu'à eux-mêmes. A cette lamentable lutte des places, il serait temps d'opposer ce qui autrefois inspirait tout naturellement ceux qui se réclamaient des idées socialistes ou communistes : la lutte de classe.

#### **BOUSQUET: L'INCULPATION...** 49 ANS APRES LA RAFLE DU VEL' D'HIV'!

On a appris l'inculpation de René Bousquet, à l'âge de 81 ans, pour des faits commis durant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'il dirigeait la police de Vichy.

Bousquet ne doit pas voir

ce qu'on peut bien lui reprocher. Après avoir été chef de la police de Vichy entre 1942-1944, puis dirigeant de presse et financier de haut vol, il avait bien droit, avec une telle biographie, à une retraite douillette d'ancien haut fonctionnaire et grand bourgeois. Tant d'autres, avant lui et avec lui, qui ont fidèlement servi l'Etat français, n'ont jamais été inquiétés dans leur respectabilité. Et d'autres, plus jeunes, qui n'ont pas débuté sous Vichy mais avec la guerre d'Indochine ou celle d'Algérie, n'ont pas eu, n'auront pas à rendre compte de leurs actes.

Bousquet n'a vraiment pas de chance. Car en 1949, traduit en Haute-Cour (il fallait bien que la justice semble s'exercer), il avait été blanchi par ses pairs, comme nombre d'ex-hauts fonctionnaires de Vichy qui continuaient le plus souvent à exercer dans l'appareil d'Etat d'après-guerre, avec une promotion justifiée justement par leurs "talents".

Bousquet avait été un des organisateurs de la rafle du Vel' d'Hiv' de juillet 1942. Mais, pas plus qu'aux policiers parisiens ayant mené cette opération à bien (et à mal pour les 13 000 Juifs ainsi déportés vers les camps de la mort), on ne lui en avait tenu rigueur. Il avait fait "son travail", sachant même trouver autour de lui des gens lui fournissant un "résistant". Comme tant d'autres, notamment de ces juges des cours spéciales de Vichy, continuant à rendre la justice. Or ne voilà-t-il pas qu'on lui ressort une histoire, que la justice n'avait alors pas vue (ou voulu voir), de 2 000 enfants juifs de moins de 2 ans et de 6 000 autres de moins de 13 ans, qu'il avait "fournis" aux nazis!

La prochaine réunion du

#### CERCLE LÉON TROTSKY

LES AVATARS DE L'HÉGÉMONIE **AMÉRICAINE DEPUIS 1945 VENDREDI 12 AVRIL 1991** à 20 h 30

Salle de la Mutualité 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris

Métro : Maubert-Mutualité Participation aux frais: 10 F

Mais qui dit inculpé, ne

dit pas condamné, ni même

jugé : la justice sait prendre

son temps, quand il le faut.

Exprimant le point de vue

de cet appareil d'Etat dont la

bourgeoisie a tant besoin, et

besoin qu'il ne puisse être ni

inquiété, ni jugé, Mitterrand

a récemment invoqué la né-

cessité de préserver la "paix

civile" pour que la justice

n'aille pas fouiller dans le

passé de ces hauts fonction-

naires qui doivent rester au-

Alors Papon, ancien pré-

fet de police de De Gaulle,

ancien ministre de Giscard.

attend toujours à 80 ans, que

la justice le juge pour avoir

dessus de tout soupçon.

brevet de

organisé la déportation d'enfants juifs quand il était secrétaire général du département de la Gironde. Et on a eu le bon goût de laisser le temps de mourir à Leguay, ancien adjoint de Bousquet, alors qu'une affaire similaire dans laquelle il était inculpé se trouvait en cours d'instruction.

Allez, si Bousquet a la vie dure, il finira (peut-être) par atterrir devant un tribunal avant que la mort ne le rattrape. Et, avec un peu de chance, par en prendre pour 20 ans : être crédité de vingt ans, quand on en a 81, ce serait inespéré, non?

P. L.

#### Se trouvait Le CAMP DE CONCENTRATION FRANÇAIS DE GURS OÙ FURENT INTERNÉS 23000 Combattants Républicains Espagnols 7000 Volontaires des Brigades Internationales 120 Patriotes et Résistants Français 12860 Juifs immigrés internés en Mai-Juin 1940 6500 Juifs ALLEMANDS du Pays de BADE 12000 Juifs arrêtés sur le sol de FRANCE par VICHY 1939 SOUVENEZ-VOUS 1944 "Souvenezvous"... mais justement la justice n'est pas pressée de remuer certains souvenirs.

#### AUPS LES "COURANTS" DANS LA LONGUE COURSE ÉLECTORALE

Illustrant l'adage qui dit que ça n'est pas parce que l'on a rien à dire qu'il faut se taire, les débats qui opposent les différents courants du PS continuent d'alimenter la chronique. Synthèse? Pas synthèse? Faut-il, ou non, avancer la date du prochain congrès pour effacer la déplorable impression laissée dans l'opinion par le précédent, à Rennes ? Doit-on éviter de sombrer dans l'antiaméricanisme primaire? Toutes ces questions d'une colossale importance, ainsi que quelques autres du même type, mobilisent les énergies des notables du PS et du même coup fournissent le prétexte pour que l'on parle d'eux à la télé et dans les journaux.

Car il faut bien admettre fait, d'une élection à l'autre, que, contrairement aux elle ne cesse jamais. apparences, cette activité ceux qui s'y livrent, et plus



Les prochaines, régionales n'est pas sans intérêt... pour et cantonales, sont prévues pour début 1992. Et déjà, au particulièrement pour les sein du PS et au gouvernechefs de file des divers cou- ment, on discute de réformer rants qui s'opposent au sein le mode de scrutin des élecdu PS, les Rocard, Jospin, tions régionales, pour les-Fabius, Chevènement et quelles le Parti Socialiste autres. Car, bien que les pro- avait institué, en 1986, un chaines échéances électorales système proportionnel - ou soient encore lointaines, la presque, puisqu'il fallait course est déià engagée - en qu'une liste obtienne au

minimum 5 % des suffrages pour obtenir des élus - système qu'il projette d'abandonner. A chaque fois, ce qui le détermine, ce sont des raisons politiciennes qui n'ont absolument rien à voir avec le souci d'assurer une meilleure mise en œuvre de cette démocratie dont ils ont plein la bouche et qui se traduirait par une représentation plus fidèle des électeurs.

Mais ce qui fait courir les

ténors et ce qui les fait s'affronter, ce n'est pas cela. Leur ambition est plus importante : ils briguent l'Elysée. Et le passage obligé pour prendre part à la course suppose d'être choisi comme candidat de leur parti. C'est après cette reconnaissance que les chefs de courant courent.

Tout le reste n'est que bavardage.

J. P. V.

#### UNE BAVURE ORDINAIRE

Un jeune homme de 20 ans est mort à Albert, dans la Somme, d'une balle de 9 mnn qui lui a traversé la poitrine, tirée à bout portant par un policier. C'était encore la nuit, à 5 h du matin. Il sortait d'une boîte de nuit, sans doute légèrement éméché, et roulait sans lumière sur sa mobylette pour rentrer chez sa sœur. La voiture de police l'a pris en chasse, coincé contre un trottoir; le coup serait parti accidentellement, alors que le policier tentait d'agripper le jeune homme qu'il voulait ceinturer. Le policier a été inculpé pour «coups et blessures involontaires».

Ce policier serait, selon la rumeur publique, un bon père de famille, pas du tout du genre cowboy. Notons tout de même que, pour un brave homme, il a de curieuses manières de procéder

pour ceinturer un jeune que d'y aller le revolver chargé et armé à la main. Surtout que le jeune n'avait commis d'autre «crime» que de rouler sans lumière.

Car, faut-il le dire, le jeune homme de son côté n'avait rien d'un gangster. Selon son ancien patron, un artisan couvreur, c'était «un gosse bosseur» et «de parole». Il lui prêtait même de l'argent pour payer contraventions.

Il n'empêche que le pistolet du «bon flic pépère»... et père de famille de surcroît a laissé raide mort ce terrible danger pour la société: un jeune de 20 ans, qui roulait sans lumière sur sa «mob»! S'il avait eu le cigare au bec au volant d'une Rolls, il aurait eu droit à plus d'égards.

C. B.

#### **Emploi et salaires** en France

### HALTEAUX LICENCIEURS

l'INSEE, le pouvoir d'achat moyen des salariés se serait accru de 1,5 % à 2,1 % dans le privé et de 1,3 % à 1,7 % dans la Fonction publique durant l'année dernière. De son côté l'UNEDIC constaterait, avec 310 000 emplois créés en un an dans le secteur privé, une progression de 2,3 %.

A en croire les résultats de ces organismes officiels, 1990 aura donc été une année plutôt faste. De quoi faire bondir! Surtout après que les derniers chiffres du chômage, publiés pour mars, ont fait apparaître une augmentation sans égale depuis 1984, avec plus de 2,6 millions de travailleurs sans emploi recensés.

Plus inquiétant encore : on nous promet que la conjoncture va encore se l'emploi, dans les mois à venir. Du côté du gouvernement, on a déjà révisé les prévisions de croissance 2 %, au lieu des 2,7 % initialement prévus. Mais les chiffres avancés par plusieurs organismes privés d'études économiques sont encore. plus pessimistes: 1,3 %, 1,5 %... au mieux 2 %. Et les dépenses liées à la guerre du Golfe ne devraient rien arranger.

D'ores et déjà, avec les restructurations et les réductions d'effectifs, aussi bien chez Renault qu'à la SNCF, chez Bull ou Thomson, ce sont plusieurs mild'emplois devraient disparaître, dans Fonction publique comme dans l'industrie privée, au cours des prochains mois.

Quant au pouvoir d'achat des travailleurs, il restera orienté à la baisse. Non seulement pour les jeunes, les intérimaires ou les salariés sous contrat qui dégrader, aussi bien au se retrouvent sans emploi, niveau des salaires que de mais également pour les travailleurs en fixe.

Car nombre d'entreprises, les banques, Air-France et beaucoup d'auéconomique à la baisse. tres, ont déjà prévu un gel

Selon les statistiques de Elle ne devrait pas dépasser des salaires. Les fonctionnaires ne seront pas mieux lotis, puisque le gouvernement a fixé la progression des salaires à un niveau inférieur de 1,5 % à l'inflation. Enfin, de nombreux salariés verront leurs revenus diminuer puisque, après avoir multiplié ces dernières années le système des primes et autres compléments de salaire liés aux bénéfices, les entreprises prévoient dès maintenant des résultats à la

> L'Etat et le patronat ont donc déjà prévu de faire payer encore plus chèrement à l'ensemble de la classe ouvrière les frais d'une récession amorcée depuis plus d'un an et dont on nous dit qu'elle ne peut que s'aggraver dans les mois à venir.

> Reste que, dans tous leurs calculs, un paramètre n'a pas été pris en compte : celui du seuil de ce que la classe ouvrière considère comme l'inacceptable et, au-delà, sa capacité à réa-

> > R.M.



### **ENCORE LES PETITS BOULOTS!**

Un nouveau plan gouvernemental pour l'emploi, le quatrième, est en préparation. Rocard en a parlé à l'Assemblée nationale. Il a déclaré avoir l'intention, pour lutter contre la montée du chômage, d'«aller plus loin dans l'allégement des charges sociales pesant sur les PME». Il a aussi annoncé qu'il voulait «développer en priorité l'emploi dans les services de proximité - commerces, gardes d'enfants,

soins aux personnes âgées - qui répondent à un besoin social véritable».

Autrement dit: les vieilles recettes déjà utilisées dans les plans précédents (et avec quelle absence de résultats!). Rocard d'ailleurs croit si peu lui-même à l'efficacité de ses mesures qu'il n'a nullement l'intention de les expérimenter surle-champ. Il lancera son plan, après les vacances, en septembre...



#### LES VOITURES DU MILIEU RENTRENT DANS LE RANG

· 通知的特別的 (1) 中部 中国 (1) 中部 中部 (1) (1)

Le métro parisien va peut-être perdre ses «première classe», les voitures du milieu vont devenir comme les autres. Oh, ce n'est pas par égalitarisme que la RATP a décidé de transporter tous les voyageurs à la même enseigne. C'est tout simplement parce qu'avec le temps la «première classe» était tombée en désuétude.

Depuis le passage de Fiterman, il y a quelques années, au ministère des Transports, elle n'existait déjà plus aux heures de pointe, et elle ne rapporte à la RATP que 2 % de ses recettes (pour 1 % seulement des billets vendus, et 0,5 % du nombre des cartes oranges). Pas grand-chose donc, pour bien des complications supplémentaires.

En outre, un grand nombre de fraudeurs squattent les premières, cherchant là un havre de tranquillité lorsque les secondes sont bondées. Enfin les taggers, animés peut-être par un sens de protestation sociale, ont fait des voitures de première les cibles favorites de leurs bombages!

Il en aura fallu, du temps, pour qu'on en arrive à la fin des «première classe» : la réforme «communiste» de Fiterman d'abord, et maintenant la réforme «socialiste». Alors que le métro de Londres, de sa très gracieuse Majesté, n'a jamais connu, lui, de première classe...

La gauche française ayant donc fini par s'aligner sur la monarchie anglaise, il n'est pas question qu'elle aille au-delà.

Pour obtenir la suppression des «première classe» dans les trains, les avions et les bateaux, il faudra sans doute cette fois, au préalable, une véritable révolution sociale...

#### Enfin ça baisse

Une Ferrari "Super America" de 1961 s'est vendue 3,5 millions de francs... au lieu des 5 millions espérés par le vendeur. Il y a des bonnes occases à faire, pour ceux qui ont de quoi y mettre... soixante années du salaire d'un smicard.

Maintenant, si vous êtes obligé de vous rabattre sur un modèle d'auto plus commun, type 4 ou 5 CV, il vaut mieux n'être ni chômeur, ni même payé au SMIC. Car là, ça ne baisse pas.

## L'amour du

Hersant, le magnat de la presse, aura droit à un golf de 18 trous au lieu de 9, dans la localité où se trouve une de ses villas, ce qui est, paraît-il, plus conforme à son standing. Il a réussi - comment ? - à obtenir 8 hectares de terres sur des pâtures acquises à la commune.

Quand on aime le golf, comme Monsieur Hersant, il n'y a pas vraiment d'obstacles infranchissables...

#### Avec plus ou moins d'Etat...

## DAVANTAGE DE PROFITS PRIVÉS AVEC L'ARGENT PUBLIC!

Le gouvernement vient de publier un décret autorisant les entreprises publiques à vendre une partie de leur capital à des intérêts privés.

C'est une remise en cause du principe du «ni-ni» (ni nouvelle nationalisation ni nouvelle privatisation), énoncé en 1988 par Mitterrand dans son programme électoral. La droite a voulu y voir une première victoire de ses thèses. Et les partisans de Rocard, qui n'avait accepté les nationalisations que du bout des lèvres, ont essayé de tirer la couverture à eux. On a les satisfactions et les débats politiques qu'on peut!

nant. Il revient simplement à officialiser ce qui filiales, se faisait déjà. Renault, étaient

Car ce texte ne consti- Gobain, ne se gênaient tue vraiment pas un tour- plus depuis longtemps pour privatiser certaines quand elles suffisamment par exemple, n'avait pas rentables pour intéresser attendu ce décret pour, il les capitaux privés. y a quelques mois, ven- Quant aux banques dre une participation de nationalisées, rien, abso-25 % à Volvo en échange lument rien, ne les distind'un pourcentage du gue des banques privées, même ordre dans le sinon l'ampleur bien constructeur automobile supérieure des moyens suédois. Bien d'autres mis en œuvre pour aider groupes possédés par les grands groupes capi- restituée partiellement l'Etat, comme Saint- talistes à financer leurs ou complètement au

opérations au moindre

La seule, la véritable question qui préoccupe les bourgeois n'est pas celle de savoir s'il est, dans l'absolu, mieux de posséder 25 %, 50 % ou 100 % d'une entreprise. Ce genre de philosophie ne les concerne guère. La meilleure solution est, à leurs yeux et à ceux de leur comptable, celle qui leur garantit dans une société ou un groupe le pouvoir et le profit maximums, tout en immobilisant le capital le plus faible possible, avec le risque le plus réduit possible.

Cela signifie qu'une entreprise en déficit pourra, par exemple, être avantageusement renflouée grâce à la nationalisation; une fois remplumée elle sera ensuite

du patronat,



Les PDG de Renault et de Volvo échangeant participations et

«les nationalisations de sociétés industrielles taliser le secteur indus-

propos de la politique de France, Thomson et la gauche en 1981, que Bull. Les deux derniers vont ainsi recevoir à eux seuls 8,5 milliards de avaient permis de recapi- francs de fonds publics (dont une partie venant

entreprises mises à flot,

on peut combiner les capi-

taux publics et les capi-

taux privés». On ne sau-

rait dire plus clairement

que l'argent public doit

Quelques jours plus

tôt, une nouvelle illustra-

tion de ce vieux principe

avait été fournie par le

plan d'aide annoncé par

le gouvernement en

faveur de plusieurs

grands groupes nationa-

servir les profits privés.

triel» et que, «une fois les de France Télécom, maintenue dans son rôle de vache à lait de l'industrie électronique). Dans les deux cas il s'agira non pas tellement de développer les techniques de «l'industrie du futur», comme leurs PDG voudraient le faire croire, que de payer des licenciements et des acquisitions d'entreprises à l'étranger. Thomson perd de l'argent en essayant de concurrencer les sociétés japonaises sur le marché américain des téléviseurs. Bull s'est retrouvé avec un gros trou pour avoir acheté à prix d'or le producteur américain de micro-ordinateurs Zénith.

> Les entreprises nationalisées jouent ainsi à la loterie l'argent public pour qu'un jour, si possible, les groupes privés puissent ramasser la mise. Il est significatif que l'autre trust de l'électronique, Alcatel-Alsthom (ex-CGE) qui, lui, fait de plantureux bénéfices (6,2 milliards de francs l'an dernier, soit 20 % de plus qu'en 1989) ait été reprivatisé par la droite en 1987.

La bourgeoisie et reconnu ainsi crûment, à lisés, parmi lesquels Air l'Etat, son Etat, ne sont nullement adversaires, mais bel et bien complices, liés comme le maître et son serviteur.

Pierre VERNANT

## Retraites:

## UN LIVRE BLANC POUR DE NOIRS PROJETS

Rocard a annoncé un rapport sur le problème des retraites pour le 24 avril. Tout en proclamant par avance qu'il n'est pas question de remettre en cause la à 60 retraite ans, sociale «conquête majeure de la décennie», le Premier ministre lance un cri d'alarme : «Là où il y avait 3 actifs cotisants

peine 1,3 en 2040». Des chiffres évidemment destinés à faire impression sur l'opinion, pour la convaincre du sérieux des menaces qui pèseraient sur le système français, dit par répartition, où les cotisations actuelles payent les pensions des retraités d'aujourd'hui.

Dans tous les pays pour un retraité voici industrialisés, la durée quelques dizaines d'an- des cotisations a tennées, on en comptera dance à se réduire, alors moins de 2 en 2010 et à que la retraite est perçue

plus longtemps: il y a donc déséquilibre croissant, expliquent doctement les experts. Sans doute, mais présenter les choses de cette façon revient à escamoter les responsabilités.

Si les salariés cotisent moins, c'est à cause de l'augmentation du chômage des jeunes, tardivement embauchés, et des licenciements des plus âgés, tôt débauchés. Et les difficultés financières de la Sécurité sociale ont sement annuel de la

voir avec la stagnation des salaires, qui se répercute sur les cotisations.

L'allongement de la durée de la vie, phénomène heureux que ces experts nous présenteraient presque comme une calamité, n'est pas la vraie cause du déséquilibre. L'allongement de la durée moyenne de la vie (un an supplémentaire tous les cinq ans depuis la guerre) représente pour l'avenir un accrois-

aussi quelque chose à durée de la retraite dont du gouvernement et du le pourcentage est du même ordre que la croissance de la production (entre 2 et 3 % par an, hausse des prix déduite).

Autrement dit, la société aurait les moyens de supporter cet allongement de la période de vie «inactive» sans que ce soit une charge supplémentaire «actifs».

n'a donc pas plus de réa- cela comportera pour les lité que le fameux trou de cotisants. la Sécurité sociale. Mais

ce n'est certainement pas patronat, qui piochent dans les caisses ou ne versent pas ce qu'ils devraient, qu'il faut attendre des livres blancs objectifs. D'autant plus que leur intention est de faire campagne pour des systèmes de versements complémentaires volontaires investis en Bourse, pour les c'est-à-dire mis à la disposition des entreprises, Ce trou des retraites avec tous les risques que



Alors que les mineurs de charbon entamaient leur cinquième semaine de grève, les autorités soviétiques semblent avoir reculé. Elles ont accepté ce qu'elles disaient impossible il y a peu encore : le doublement du salaire des mineurs.

Cette mesure n'a cependant pas fait cesser la grève. D'abord, parce que de nombreux comités de grève ne revendiquaient pas uniquement des hausses salariales, mais aussi la démission de Gorbatchev et du gouvernement. En outre, sur un strict plan financier, cette augmentation des salaires reste loin du compte. En effet, la seule hausse des prix intervenue le 2 avril aboutit en fait, selon des estimations officielles, à un triplement du «panier de la ménagère», face auquel ce doublement des salaires (d'ailleurs étalé sur deux ans) ne fait guère le poids.

En semblant céder, le gouvernement visait apparemment un double objectif.

D'une part, isoler les mineurs restant en grève (car en de nombreux endroits, semblet-il, le travail a repris), en les présentant comme des jusqu'au-boutistes indifférents aux répercussions de la grève sur le reste de l'économie et de la population. En effet, certains des bassins miniers les plus en pointe dans la grève (Kouzbass et Petchora) exportent contre devises une partie de leur production vers le Japon et la Suède. C'est sur cette base d'un égoïsme régional de «nantis» (mais tout est relatif!) que, dans le Kouzbass notamment, se sont développés des syndicats «indépendants», appelant de leurs vœux le «passage à l'économie de marché» (le rétablissement du capitalisme) et appuyant, outre la privatisation dans cette région, la fraction de la bureaucratie (Eltsine et ses partisans) qui milite le plus ouvertement pour une transition rapide vers le «marché».

#### D'AUTRES GRÈVES CONTRE LES HAUSSES DES PRIX

Gorbatchev semblait aussi pressé de jeter du lest du côté des mineurs parce qu'il craignait qu'une grève se prolongeant n'encourage, ailleurs, l'expression d'un mécontentement ouvrier.

Les événements de Biélorussie, une république qui avait jusqu'alors peu fait parler d'elle, ont montré combien cette crainte était fondée. Dès l'annonce des hausses de prix, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues de la capitale, Minsk, tandis que les principales entreprises de la ville se déclaraient en grève. Et parmi cellesci, l'énorme usine automobile Belaz, dans laquelle en février Gorbatchev s'était adressé aux travailleurs, en un discours musclé

dénonçant les coopératives privées, la mafia et Eltsine, comme responsables de la situation actuelle.

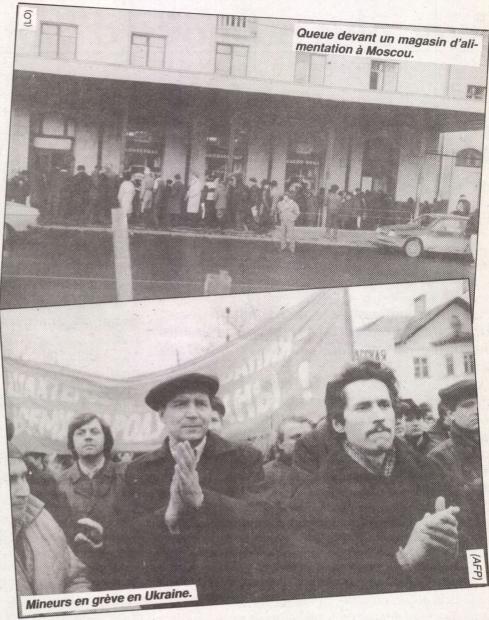
#### UNE INFLATION QUI S'ACCÉLÈRE

Il est possible qu'en d'autres régions la classe ouvrière réponde «présente», d'une tout autre façon que ne l'aurait souhaité Gorbatchev, car ses conditions d'existence se dégradent.

Les hausses des prix d'avril, pour spectaculaires qu'elles soient, ne sont que le couronnement (temporaire) d'une augmentation générale des prix qui est allée en s'accélérant ces dernières années; que ce soit sous la forme d'une valse des étiquettes dans les magasins d'Etat ou sous celle d'une réapparition sur les seuls marchés «libres» (marché noir ou magasins privés), et à des prix multipliés par deux, trois, voire dix, des marchandises ayant disparu du circuit commercial étatique. La récente dévaluation de fait du rouble (en fait, son alignement sur le cours du marché noir) ne va pas arranger les choses. Cela va certes favoriser la situation de ceux qui détiennent des monnaies «fortes» (petits patrons privés dits «coopérateurs», bureaucrates, mafiosi). Mais pour la majorité de la population, pour les travailleurs et les retraités aux ressources misérables, cela se traduira par un renchérissement des marchandises étrangères... et de celles produites dans le pays, dont les circuits de distribution vont «aligner» les prix.

#### QUEL ENNEMI POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ?

La désorganisation d'une économie pillée, au nom du «marché» ou non, de plus en plus ouvertement par tous ceux qui le peuvent ; la



chute vertigineuse des rentrées de devises dans les caisses de l'Etat, qui se répercute en une diminution des importations de produits de consommation populaire et de biens industriels (ce qui freine encore une production en baisse); le creusement du déficit du budget fédéral (entre autres parce que les républiques et régions placées sous la coupe de bureaucrates ne veulent plus avoir de comptes – au propre comme au figuré – à rendre à personne), tout cela enfonce un peu plus le pays dans la crise, et la population dans une situation dont la dégradation de son niveau de vie n'est que l'aspect le plus visible.

Face à cela, la classe ouvrière réagit. Mais elle le fait en ordre dispersé et, surtout, sans avoir ni une direction sur laquelle elle puisse réellement compter, ni une conscience claire de la nécessité de reprendre en ses propres mains le contrôle de l'économie et, finalement, le pouvoir politique.

En revanche, dans la dernière période, Eltsine et Gorbatchev, chacun pour son compte et sur le dos de l'autre, ont cherché à s'attirer le soutien de la classe ouvrière.

Eltsine s'appuie démagogiquement sur certains corporatismes ou égoïsmes régionaux et surtout sur le discrédit croissant de Gorbatchev, tentant d'engranger tous les mécontentements pour faire oublier que ce haut nomenklaturiste, ayant adopté le crédo de l'Eglise orthodoxe, ne vise qu'à restaurer au plus vite un capitalisme qui, pour la classe ouvrière, serait encore pire que ce qu'elle connaît actuellement.

Gorbatchev (qui a mis une sourdine à sa politique de «passage au marché», mais sans dire même y renoncer), lui, en appelle aux craintes des travailleurs quant à un «marché» dont ils ont déjà un avant-goût particulièrement amer, pour tenter de conforter sa position.

Mais que, demain, il se produise une explosion sociale généralisée, et l'on verra les Gorbatchev, les Eltsine et bien d'autres prétendus «démocrates» faire passer au second plan leurs querelles de personnes, leurs divergences sur le meilleur moyen d'assurer la

«transition au marché», et se retourner violemment contre la classe ouvrière, que ce soit eux ou d'autres qui dirigent alors la répression.

Pierre LAFFITTE

#### Au sommaire de LUTTE DE CLASSE

d'avril - n° 38

- GOLFE : L'après-guerre et ses inconnues.
- URSS: Maintien de l'Union et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
- EUROPE CENTRALE ET
   BALKANIQUE : La poussée des nationalismes.
- GUADELOUPE: Les nationalistes, de l'activisme radical à la gestion des affaires.

Envoi contre 12 F en timbres.



## Moyen-Orient

#### LE «DROIT INTERNATIONAL» : PROTÉGER ÉMIRS ET PETROLIERS... mille tonnes de bombes, et cratiques, alors là ce serait Ah, les crapules hypocri-

tes, les Bush, les Mitterrand et tous les autres grands qui donnent le ton à l'ONU! Et ils sont contents d'eux! Et ils se félicitent, et on les félicite, sur toutes les radios et télés, dans tous les journaux, particulièrement Mitterrand qui est à l'origine, paraît-il, de ce bon mouvement : le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de parachuter quelques vivres et quelques couvertures aux millions de réfugiés kurdes qui meurent de faim, de froid, faute de soins ou encore sous la mitraille, dans les montagnes et aux frontières de la Turquie et de l'Iran.

Car ils ont un grave problème moral, les Bush et les Mitterrand. Ils ne se reconnaissent pas le droit, voyezvous, de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre Etat, fût-il l'Irak de Saddam Hussein.

Les raids de milliers d'avions, pendant plus d'un mois, jusqu'au cœur de Bagdad, qui ont déversé cent

qui ont fait 200 000 victimes, dont la moitié de civils, vieillards, femmes et enfants, ça n'était pas de l'ingérence ? L'invasion de tout le sud de l'Irak par une armée de milliers de blindés qui écrasaient tout sur leur passage, ça n'était pas de l'ingérence ?

Non, ça n'était pas de l'ingérence, en tout cas façon Bush et Mitterrand, car l'écrasement de l'Irak sous les bombes occidentales n'avait pour but que de remettre en place au Koweït un Etat féodal et obscurantiste, un émir et quelques centaines de princes milliardaires. Des princes qui n'ont rien eu de plus pressé, sitôt rentrés, que de pourchasser et tuer opposants, démocrates et Palestiniens.

Par contre porter secours à quatre millions de Kurdes, insurgés, à la suite des espoirs que leur avaient donnés au moins implicitement les Occidentaux, pour la conquête de quelques droits nationaux ou démoune ingérence que Bush et Mitterrand ne pourraient pas se permettre.

Oui, le dictateur Saddam Hussein est bien une crapule. Il prétendait se battre au nom des peuples arabes et musulmans. Ses deux derniers faits d'armes sont la répression contre les chiites arabes du sud de l'Irak qui a fait des dizaines de milliers de victimes et contre les Kurdes, à majorité musulmane, qui est en train de faire des millions d'exilés et de créer un autre peuple palestinien au Moyen-Orient. Peuples et travailleurs arabes et musulmans qui ont cru en Saddam Hussein peuvent maintenant juger de ce qu'il en

Mais les dirigeants des puissances occidentales qui lui ont fait la guerre, même s'ils sont de soi-disant démocrates, ne sont pas moins crapules que lui.

Ils ne lui ont pas fait la guerre pour la défense de la démocratie ou parce que ce

serait un nouvel Hitler. Cela, c'est la propagande qu'on nous a servie à nous, les travailleurs de France ou d'Amérique, pour que nous approuvions nos gouvernements dans cette guerre.

Saddam Hussein avait déjà massacré les Kurdes. Il avait déjà fait tuer des centaines de milliers d'Arabes dans la guerre contre l'Iran. Les Occidentaux l'avaient laissé faire, comme ils le laissent à nouveau faire aujourd'hui.

Ils ne lui ont fait la guerre que lorsqu'il s'est attaqué au Koweït, cet Etat artificiel, succursale des banques res américaines et anglai-

Le seul souci des impérialistes est la défensé des Etats en place, qu'ils soient soi-disant démocratiques ou dictatoriaux, réellement qu'ils soient artificiels ou qu'ils servent de prisons pour des peuples plus petits. Car c'est par le maintien des oppresseurs et exploiteurs régionaux que les impérialistes maintiennent, eux,

et des compagnies pétroliè- leur exploitation du monde entier.

Parce que les dirigeants de l'URSS, qui en connaissent un bout en matière d'oppression des peuples, leur apportent maintenant leur appui et leurs votes à l'ONU, Bush et consort appellent ça "le nouvel ordre international". Cet "ordre" n'est pas nouveau, c'est toujours la loi du plus fort des assassins.

(Editorial des bulletins d'entreprises du 8 avril 1991)

## ET LAISSER MASSACRER LES KURDES

Des réfugiés kurdes tendant les mains pour obtenir des secours.

L'EUROPE LIBÉRALE AVAIT UNE IDÉE: DES CAMPS POUR ENFERMER LES KURD

La proposition de créer le long des frontières de l'Irak avec la Turquie et l'Iran une enclave sous protection de l'ONU pour les réfugiés kurdes n'aura pas eu l'assentiment des Etats-Unis, et donc de l'ONU.

Pourtant lorsqu'elle avait été approuvée dans l'enthousiasme par les gouvernants européens le lundi 8 avril, Bernard Kouchner, que l'on voit tous les jours en pleine activité humanitaire sur le terrain... de la base militaire américaine de Turquie, avait lancé un appel; Mitterrand avait osé parler d'agir ; le chef du gouvernement britannique John Major avait fait une proposition; l'Europe renaissait, l'Europe enfin jouait un

rôle! Mais c'était seulement annonçait qu'il ne pourrait parce que les vieilles puissances colonialistes d'Europe croyaient avoir encore des compétences : les camps de regroupement, ça les connaît... Avec le succès que début. l'on sait dans les guerres coloniales menées, elles.

L'enclave kurde dans les La frontière iranienne a été

plus accueillir de réfugiés kurdes. Quant à la frontière turque, où près de 300 000 Kurdes d'Irak seraient massés, elle est fermée depuis le

Le projet de zone tampon, gouvernants européens consistait donc simplement montagnes du nord de à laisser les Kurdes irakiens l'Irak, de fait, existe déjà : là où ils sont actuellement, plus d'un million de Kurdes, dans les montagnes du nord, peut-être plus, ont fui vers le et toujours du côté irakien nord de l'Irak, tentant de de la frontière bien entendu. gagner les deux pays voisins. Il s'agissait seulement d'organiser sur place un vaste pour un temps perméable, et camp de regroupement, d'y selon les chiffres donnés par livrer quelques tentes, quelle gouvernement de Téhé- ques vivres. Et il s'agissait ran, 700 000 Irakiens sont surtout de le policer, de le actuellement passés en Iran; surveiller avec des troupes mais dimanche 7 avril l'Iran de l'ONU. Car les promo-

teurs européens du projet d'enclave pour les Kurdes avaient bien tenu d'ailleurs à préciser qu'il ne serait pas question de voir cette enclave «servir de base arrière à la guerilla» des Kurdes contre l'armée irakienne... ni d'ailleurs contre l'armée turque, qui réprime ses propres mouvements autonomistes kurdes de l'autre côté de la frontière!

Après avoir ébranlé le régime de Saddam Hussein, les vainqueurs de la guerre du Golfe se retrouvent avec un nouveau problème insoluble pour eux : que faire de ces un ou deux millions de Kurdes? Laisser entrer des centaines de milliers de réfugiés dans les pays voisins serait créer, dans ces pays,

un facteur supplémentaire d'explosion sociale et politique; imposer la création d'un Etat kurde risquerait de favoriser les revendications nationalistes des Kurdes de Turquie ou d'Iran. Reste évidemment d'une façon ou d'une autre la création de camps pour enfermer ces hommes, auxquels les dirigeants occidentaux - mais aussi les nationalistes kurdes - avaient fait croire que l'intervention militaire américaine était pour eux l'occasion de se libérer.

Alors pour le moment, les vainqueurs de la guerre du Golfe trouvent surtout urgent d'attendre. Car dans la pratique l'autre idée évoquée, celle d'envoyer des

casques bleus de l'ONU pour protéger les Kurdes des troupes irakiennes pourrait revenir presqu'au même que celle de «l'enclave» kurde.

Les maîtres du monde, si fiers d'avoir gagné leur guerre, ont peut-être réussi à créer, avec les réfugiés kurdes, un deuxième problème palestinien: la transformation de ce peuple opprimé, et déjà depuis des années en rébellion contre ses oppresseurs d'Iran, de Turquie, d'Irak, de Syrie, en un peuple de sans feu ni lieu, un peuple qui n'aura désormais plus aucun autre espoir que la révolte.

O.B.

## Moyen-Orient

L'entrée en vigueur du cessez-le-feu dans le Golfe

## LONU AUX ORDRES

Après plusieurs semaines de travail assidu, l'ONU a accouché d'une résolution de cessez-le-feu destinée à mettre définitivement fin à la guerre du Golfe. Adoptée le 3 avril par le Conseil de sécurité (une voix contre : Cuba ; deux abstentions : le Yemen et l'Equateur), elle a été «acceptée» par le Parlement de Bagdad, qui n'a guère les moyens de s'y opposer. Toutefois, l'Irak a envoyé à l'ONU une longue lettre émettant des réserves sur les conditions draconiennes du cessez-le-feu. Vu que ces réserves n'entachent pas l'acceptation de la résolution, il y a tout lieu de penser qu'elle met fin officiellement à la guerre du Golfe ; même si on a appris le 10 avril que l'ONU avait décidé de différer son application.



L'Irak vaincu doit accepter des conditions très sévères, sans autre contrepartie que la levée, progressive et liée à la bonne volonté du secrétaire général de l'ONU, de l'embargo sur les produits alimentaires et les médicaments.

Pour le reste, le texte de l'ONU donne exactement la mesure des intentions politiques de l'impérialisme dans cette affaire. Bien sûr la frontière du Koweït sera garantie, neutralisée, surveillée par une force internationale, mais surtout le potentiel militaire de l'Irak sera quasiment anéanti. Bien sûr, les installations fabriquant, stockant des armées chimiques, bactériologiques ou autres seront détruites, tous les missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 km (c'est-à-dire susceptibles d'atteindre Israël) seront détruits, ainsi que toutes les unités de production de ces missiles. Et l'Irak devra accepter de ne pas acquérir ni mettre au point d'armes nucléaires ou de matériaux pouvant servir à en fabriquer. Le tout sera dûment contrôlé par des commissions de l'ONU qui auront droit de regard sur tout.

Bref, dans le nouvel équilibre des forces au Moyen-Orient, après la guerre du Golfe, l'Irak redeviendra un Etat sans possibilité «d'agression» tant d'autres comme consacrer son armée au maintien de l'ordre intérieur, c'est-à-dire au massacre des opposants et des populations qui leur sont liées.

C'est d'ailleurs ce qu'il fait, aux yeux du monde entier, face aux centaines de milliers de soldats de la coalition qui attendent, l'arme au pied et avec l'ordre de ne pas intervenir, que l'ordre soit rétabli.

Voilà donc la boucle ne compte pas. bouclée. Une fois de plus, mais cette fois sous le cou-

vert de l'ONU, du «droit international», et d'un soidisant nouvel ordre ou nouvelle conscience mondiale, l'impérialisme a imposé le respect de sa loi, de sa volonté, de ses frontières et de ses intérêts, dans une région du monde déterminante, à cause du pétrole, pour l'économie des pays industrialisés.

La dictature, sous toutes ses formes, règne dans cette région, et pas seulement en Irak; elle recouvre les injustices, les appétits, les rivalités d'Etats concurrents, souvent artificiels, découpés pour mieux servir les intérêts de leurs véritables maîtres: l'impérialisme et les grands Majors du pétrole. Avec sur place, «vigile» des USA, Israël, dont l'existence est intentionnellement liée à celle de l'impérialisme. Toutes les conditions sont réunies pour que, demain ou aprèsdemain, une autre guerre éclate, à l'initiative d'un autre dictateur ou des

On ne sait pas combien de temps Saddam Hussein parviendra encore à sauver son pouvoir. Mais le peuple extérieure, il pourra irakien est, lui, comme avant la guerre, plus qu'avant la guerre, la première victime de cet ordre. Et pas seulement la partie chiite, ou kurde, du peuple irakien, mais toute la population des villes et des campagnes qui après sept ans de guerre contre l'Iran a dû subir la guerre des «riches» et qui compte aujourd'hui ses morts dans le dénuement et la peur.

Mais pour l'ONU et le «droit international», cela

Colette BERNARD

## TRUST DU PETROLE ET DU POUVOIR



Si la guerre du Golfe n'a duré que quelques semaines, en revanche la «démocratisation» du Koweït est beaucoup plus longue à se mettre en place. L'émir Jaber avance (dans cette voie?) avec une sage lenteur : il vient de promettre que des élections auraient lieu l'année prochaine, sans que l'on sache quand. Nous sommes au mois d'avril, il reste encore huit mois d'ici la fin de l'année, et encore douze autres mois si Jaber envisage de ne tenir parole qu'en décembre 1992...

L'opposition a regretté un délai aussi long et aussi flou. On ignore évidemment quelles seront les modalités des élections, et en particulier si les femmes auront le droit de vote. Tout sera octroyé en temps voulu par sa majesté.

On pourrait se dire qu'avec ses richesses fabuleuses, même après

les destructions de la guerre, son niveau de vie parmi les plus élevés du monde, le maintien de cette forme dictatoriale de pouvoir au Koweït est superflu pour les couches dirigeantes. Qu'est-ce qui empêche en effet celles-ci d'instaurer une apparence de démocratie, avec un Parlement en donnant le droit de vote aux seules personnes de nationalité koweïtienne, toutes bénéficiaires d'une façon ou d'une autre de l'exploitation des richesses pétrolières? L'opposition, on a pu le constater ces dernières semaines, est particulièrement modérée, et, de toute façon, la majorité des habitants du Koweït, les travailleurs, n'auront pas leur mot à dire du simple fait de leur nationalité étrangère. Ce n'est donc pas la révolution qui guette l'émirat.

Le gros problème, apparem-

ment, c'est que, toutes les fonctions qui comptent sont trustées par la famille Al Sabah, véritable mafia qui ne veut pas que quiconque lui prenne les clés de la caverne au trésor.

Un peu comme le clan Duvalier, ou le clan Somoza, ou encore la famille Ceausescu, en d'autres temps et d'autres lieux, les Al Sabah s'accrochent farouchement à leur pouvoir, au contrôle de leurs derricks et de leurs ban-

Dans la mafia qu'ils dirigent, ils tiennent à rester les maîtres du jeu et de la répartition des gains. Au fond, Al Sabah est un peu Al Capone à cette différence qu'il est, lui, bien assis sur un trône, avec l'appui de toutes les armées du monde occidental.

André VICTOR

## Moyen-Orient

Baker en Israël

## QUEL REGLEMENT James Baker accueilli par

EN PALESTINE?

Le voyage en Israël du ministre des Affaires étrangères américain, James Baker, et sa rencontre avec son homologue israélien, David Levy, le 9 avril dernier, aura-t-il des résultats concrets ? C'est loin d'être évident. Les dirigeants israéliens ont bien fait semblant de se montrer conciliants en exploitant l'idée d'une réunion régionale entre Israël et les pays arabes sous la présidence des Etats-Unis et de l'URSS, que Baker n'avait évoquée qu'en privé et qu'ils ont rendue publique... Mais c'était assorti de leurs conditions : qu'on s'en arrête grosso-modo à la cérémonie d'ouverture, sans négociation globale, à la condition aussi que, si délégation palestinienne il y a comme le veulent les Etats-Unis, elle soit cachée sous les habits plus tolérables de membres associés de la délégation d'un Etat arabe, la Jordanie par exemple. Après quoi des négociations bilatérales d'Israël avec chacun des Etats arabes voisins seraient imaginables, mais toujours pas avec les Palestiniens.

Il est vrai que les Etats-Unis n'ayant pas l'intention de faire vraiment pression comme ils le pourraient sur Israël, Baker, dont c'est le second voyage à Jérusalem depuis la fin de la guerre, ne pouvait sans doute pas s'attendre à autre chose.

La rencontre, pour la seconde fois aussi, de Baker avec une délégation de membres ou de proches de l'OLP, au cœur même de Jérusalem était bien entendu un geste vis-à-vis des Palestiniens. Le gouvernement israélien qui considère toujours les représentants palestiniens comme des terroristes et des criminels avec lesquels aucun dialogue n'est acceptable, est bien obligé d'accepter que le représentant américain, dans leurs propres murs, les considère autrement.

Mais l'extrême-droite israélienne tenait à faire pression dans l'autre sens et à montrer qu'elle ne s'habituerait pas à ce genre de geste. Elle était venue manifester autour du consulat américain où se tenait la rencontre américano-palestinienne, scandant: «Nous ne sommes pas des Kurdes» (que l'Amérique pourrait laisser tomber). Et alors que les Etats-Unis ont évoqué la menace d'arrêter toute sub-

Juifs d'URSS vers Israël si le gouvernement israélien ne se montrait pas plus coopératif dans la recherche d'un compromis, le ministre israélien du Loge-Ariel Sharon, ment, programme de constructions de logements dans les essayer d'en rendre encore plus irréversible leur habide Juifs venus d'URSS.

C'est bien là l'un des multiples problèmes que rencontrent les Etats-Unis pour imposer leur ordre dans la région. Certes il y a déjà longtemps que les USA aimeraient voir Israël arriver à un compromis sur la question palestinienne. Mais aujourd'hui ils en auraient plus que jamais besoin, ne serait-ce que pour sauver la mise aux gouvernements arabes qui ont accepté de jouer le rôle de larbins des USA dans la guerre du Golfe, mais dont la population penche du la

vention à l'émigration de côté des Palestiniens. Et le fait d'avoir pris en main la guerre du Golfe, d'être intervenus directement au Moyen-Orient, avec toutes leurs armes, leur donnerait évidemment tous moyens, s'ils le souhaiannoncait l'accélération du taient, d'imposer un règle-

Ce n'est pas du côté Territoires occupés pour arabe que les Etats-Unis auraient à craindre une quelconque résistance. çaient, dont l'Arabie saoula chasse aux Palestiniens au Koweït où vivait y bourgeoisie d'affaires palestinienne, l'OLP, qui est déjà allée depuis longtemps de concession en concession pourrait donc être plus prête que jamais à se raccrocher au moindre semblant de règlement.

d'Israël : le fait que l'armée qui désamorcerait les ris-

en l'empêchant de s'engouffrer dans la guerre, tifada, la révolte de la jeupeut avoir donné des arguments, en Israël, aux partisans du compromis. Mais il n'est pas sûr du tout que tation par des Israéliens et L'OLP est plus faible que cela ait tempéré les ambidirigeants mener.

> Alors, les dirigeants US Le problème est donc, peuvent sans doute plaider il, de pouvoir faire accepter encore une fois, du côté en faveur d'un règlement américaine ait pris en main ques d'explosion générali- veulent pas utiliser réelleprotection d'Israël sée au Moyen-Orient. L'In- ment contre Israël les

nesse palestinienne des Territoires occupés, qui dure depuis plus de trois ans, est bien plus dangereuse et plus difficile à contenir que notamment pas ces milliers jamais. Lâchée par les tions expansionnistes de la la petite guérilla d'atten-Etats arabes qui la finan- droite israélienne. On le tats, que menait l'OLP; et voit avec l'attitude d'Ariel il pourrait être dans l'intédite, mise en difficulté par Sharon et des jusqu'au- rêt même des dirigeants boutistes de l'occupation israéliens d'offrir aux dirides Territoires. Ceux-ci geants nationalistes de compris une partie de la peuvent conclure de la l'OLP ne serait-ce qu'un guerre du Golfe qu'ils sont bout de territoire, ne seraitdans le vrai en persévérant ce qu'un mini-Etat aux prédans une politique de force rogatives limitées, pour et que, tôt ou tard, les qu'ils se chargent euxaméricains mêmes ensuite de faire la auront besoin d'eux pour la police contre leur propre peuple. Mais Baker est encore bien loin, semble-tcela à Israël.

Car les Etats-Unis ne

moyens de chantage dont ils disposeraient : pressions financières, limitation de fournitures d'armes par exemple. C'est un allié trop précieux. Les dirigeants tout cas la plus sûre pour les Etats-Unis.

David Lévy, le ministre israélien des Affaires étrangères.

américains, qui ne veulent pas être contraints, pour maintenir leur ordre dans la région, d'avoir à y laisser en permanence des centaines de milliers d'hommes (et Bush ne cesse de promettre à l'opinion publique américaine de rapatrier ses troupes au plus vite), il leur faut bien pouvoir compter aussi sur des polices régionales. Et Israël reste la principale d'entre elles, et en

L'extrême-droite israélienne manifestant contre la venue du secrétaire d'Etat américain contre les missiles irakiens,

**Olivier BELIN** 

## Dans le monde

#### Allemagne

Kohl se faisant fraîchement accueillir à Erfurt. II a pu constater que l'ex-Allemagne de l'Est produit au moins des œufs.

Le chancelier Kohl, en tournée en ex-RDA à Erfurt, a été accueilli par des sifflets et les œufs ont volé sur le cortège.



Il y a un an, en février 1990, il s'était pourtant taillé un triomphe dans sant acclamer par 100 000 sont dégonflées.

«Kohl n'est plus que l'om- victime. Les manifestants,

cette même ville en se fai- bre de lui-même» écrit un journal allemand, qui ne personnes à qui il promet- faisait pas tant allusion au tait un avenir florissant. succès de la cure d'amai-Aujourd'hui, les illusions grissement que vient de suisuscitées par ses promesses vre le chancelier allemand électorales de l'an passé en Autriche qu'à la perte de crédit manifeste dont il est

outre les œufs, l'ont accueilli aux cris de «Menteur! Menteur! Du travail !».

Il y a un an, les Allemands de l'Est l'ont applaudi quand il promettait la réunification immédiate. Ils espéraient grâce à celle-ci accéder au mode de

vie, aux possibilités de consommation, à la prospérité de l'Allemagne de l'Ouest. Kohl n'avait pas lésiné, promettant du travail à tous et pas de nouvel impôt. Il est revenu sur tout.

Il y a aujourd'hui trois millions d'Allemands de l'Est sans travail et des mil-

lions d'autres sont menacés de perdre leur emploi. Bien annonce qu'il veut contipour rester à la maison, notamment aller à Leipzig chômeurs de fait s'ils ne le où les traditionnelles manisont pas encore en titre. Ils festations ont touchent encore leur paie, comme avant la réunificamais pour combien de temps? Chacun sait que cela ne saurait durer. Quelles seront alors les perspec- pour que les manifestants tives? Aller chercher du ne le loupent pas. travail à l'Ouest ?

œufs que lui ont jetés les manifestants. Malgré cela il sûr, la plupart sont payés nuer ses tournées à l'Est et tion.

> Il est vrai que Kohl a le dos large. Raison de plus

> > C.B.

## L'émigration polonaise

Après des heures d'attente et des kilomètres de queue, en voitures particulières ou en bus, on ne peut pas dire qu'ils aient été bien reçus, ces Polonais qui, après six mois de fermeture de la frontière entre l'Allemagne et leur pays, ont voulu dès le premier jour, le 8 avril, profiter de la suppression de l'obligation de visa pour passer d'un pays à l'autre. Certes, ceux qui les ont accueillis n'étaient pas nombreux, mais c'était avec des pierres, des insultes et des banderoles proclamant leur haine. A n'en pas douter, ils signaient politiquement leur geste et on ne pouvait ignorer que c'est à l'extrême-droite allemande xénophobe et réactionnaire qu'ils se référaient. Un courant très minoritaire en Allemagne - bien plus que le Front National en France - mais qui tente aujourd'hui d'exploiter un sentiment qui se répand : la peur des «envahisseurs de l'Est», ces Polonais, ces Roumains, ces Soviétiques attirés par le bienêtre et la relative abondance qui sont ceux de l'Allemagne d'aujourd'hui.

L'extrême-droite allemande n'a d'ailleurs pas seule l'apanage de la démagogie xénophobe, et tous les politiciens en quête de suffrages électoraux savent à l'occasion jouer sur le même registre. C'est ainsi qu'un sénateur de Berlin, chargé de l'Intérieur, M. Dieter Heckelman, sansparti mais néanmoins conservateur, sous l'égide de son supérieur le maire de chrétien-démo-

crate, avait quelques jours auparavant réclamé des mesures policières spéciales. Il avait mis en garde contre les «situations chaotiques», «les délits, saletés et embarras insupportables» qui allaient accompagner le retour des Polonais à qui il voudrait interdire de «vendre au noir leur marchandise dans la rue», et dont il voudrait faire contrôler les véhicules aux normes allemandes. Les autorités de Berlin ont d'ailleurs mobilisé des unités spéciales et

prélevé des renforts dans les forces du Land voisin du Brandebourg.

Avant la réunification, les sentiments xénophobes s'étaient déjà exprimés à maintes reprises. Même à l'égard... des Allemands de l'Est. Certains politiciens de la social-démocratie s'étaient d'ailleurs laissés aller à flatter ces sentiments en période électorale. Sans grand succès, il est vrai. Quant aux Turcs, aux Grecs, aux Yougoslaves, sans parler des Pakistanais ou des Vietnamiens qui

## L'EUROPE SANS VISA, S PAS SANS BARRIE

transitaient par la zone chandises des pays de l'Est res qui valent tous les encore il n'y a pas si longtemps sous contrôle soviétique, eux non plus n'ont pas toujours été les hôtes de l'Ouest au «miracle économique» tant vanté.

Aujourd'hui où est enfin rétablie pour certaines des ex-«Démocraties Populaid'hui que des pans entiers soulevés, les voix qui s'élèdes interdictions de franchir les frontières viennent de l'intérieur même des pays de l'Ouest. Pas du côté possédants, gros patrons ou dirigeants de grandes sociétés. Ceux-là ne craignent pas, eux, d'être désavantagés par des gens qui viennent pour «travailler au noir», trafiquer sur la vente des mar-

invendables à d'autres qu'aux plus pauvres des immigrants, ou encore acheter les produits de choyés de cette Allemagne l'électronique bon marché qu'ils ne trouvent pas dans leur pays. Mais les voix qui s'élèvent viennent de milieux de petits bourgeois ou même de travailleurs res» la «liberté de circula- qui, parce qu'ils n'imagition» préconisée par tous nent pas que l'on puisse les responsables de l'Occi- toucher aux privilèges des dent capitaliste, aujour- plus puissants, craignent qu'un autre partage des du «Rideau de fer» sont richesses avec les populations misérables venant de vent pour la reconstitution l'Est ne se fasse à leur détriment. Ceux qu'ils voient arriver si misérables, ils les considèrent comme des concurrents et non comme des frères de classe. Et pour spéculer sur ces sentiments, ce ne sont pas les politiciens qui manquent.

Dans un monde où règnent les inégalités et l'exploitation, il y a forcément des frontières et des barriè-

«Rideaux de fer», même s'ils ne jouent pas le même rôle politique. Et comme on a pu voir ceux qui essayaient de franchir le Mur de Berlin mourir sous les balles des gardes estallemands, à la triste époque qui vient heureusement de finir, on a pu voir aussi il n'y a pas si longtemps des Portugais ou des Africains mourir de froid et d'épuisement en essayant de passer les Pyrénées, à la seule fin de venir se faire exploiter en

La véritable liberté de circuler, la fin des frontières, ne sont pas encore vraiment, arrivées. Ni entre l'Est et l'Ouest, ni entre le Nord et le Sud. Car il reste encore à abattre la principale barrière: celle du capitalisme et des inégalités entre le monde des riches et celui des pauvres.

Louis GUILBERT

#### Pologne

## WALESA REFAIT LA QUÊTE

Président de la République polonaise depuis trois mois, Walesa-est devenu le voyageur de commerce officiel de la Pologne. Après Washington et Bruxelles, il est cette semaine à Paris pour deux jours, pour réclamer que les capitaux français s'intéressent davantage au développement de son pays et acceptent enfin de s'y investir.



Voilà déjà des années que Walesa a proclamé que l'enrichissement de la Pologne viendrait de la libre entreprise capitaliste. Mais devant les difficultés économiques qui s'accumulent sans jamais que la population en voie la fin, Walesa vitupère les Occidentaux qui ne sont guère pressés d'amener leurs capitaux : le profit maximum, c'est dans la spéculation qu'ils le trouvent, pas dans les investissements productifs, fût-ce en Pologne! Mais ça n'empêche pas Walesa de vanter auprès des travailleurs polonais les mérites de l'entreprise privée. Et ça ne l'empêche pas non plus de continuer à quémander en Europe occidentale ou aux USA.

Walesa a tout de même réussi à obtenir des banques occidentales une réduction de 50 % de la dette polonaise, ce qui est bien la moindre des choses quand on sait que les intérêts versés par la Pologne ont déjà largement remboursé le capital prêté au départ. Et Mitterrand vient d'annoncer une réduction supplémentaire de 2 à 3 milliards de francs, sur les 28 milliards dus par la Pologne aux banques françaises.

La ristourne obtenue par Walesa ne suffira probablement pas à remettre l'économie polonaise sur pied. Et la politique qui consiste à lanterner la population laborieuse n'est pas près

de prendre fin, car l'objectif de Walesa est de rendre les entreprises polonaises rentables, concurrentielles et attractives pour des capitaux – occidentaux ou autochtones – qui ne viseraient de toute façon que le profit maximum, c'est-à-dire l'exploitation maximum des travailleurs.

Malgré ses critiques acerbes contre la politique économique du gouvernement précédent, Walesa poursuit la même et emploie son prestige à faire patienter les travailleurs et à leur faire accepter des sacrifices qu'ils n'auraient pas acceptés de Jaruzelski. Evidemment, son crédit s'amenuise d'autant plus vite que les difficultés quotidiennes de la population laborieuse sont grandes. Il aurait d'ailleurs perdu 10 points dans les sondages de popularité depuis son élection.

C'est dire que, si Walesa réussit pour l'instant à contenir le mécontentement et la colère des travailleurs polonais et si, grâce à lui, les privilégiés du pays et les banques occidentales bénéficient d'un nouveau répit, la situation reste malgré tout très instable, voire explosive et – au grand dam de Walesa – peu attractive manifestement pour les capitaux à la recherche de placements fructueux et sûrs!

Dominique CHABLIS



D'après les statistiques officielles, le taux de chômage aux Etats-Unis aurait atteint 6,8 % de la population en mars. Il toucherait maintenant 8,6 millions d'Américains. Un niveau record depuis quatre ans.

Cette détérioration de l'emploi va d'ailleurs en s'accélérant. Ainsi, depuis juin 1990, le nombre des chômeurs s'est accru de 2 millions. Si les plus touchés sont le bâtiment, l'industrie et les services, les autres secteurs ne sont pas épargnés. Ainsi des milliers de fonctionnaires sont aujourd'hui licenciés, victimes des restrictions budgétaires décidées par le gouvernement pour faire face à l'endettement colossal de l'Etat.

Cette situation est d'autant plus dramatique pour les travailleurs et les catégories les plus pauvres de la population que, d'après les syndicats, seulement un chômeur sur trois (37 % exactement) reçoit des allocations. Et cette proportion ne cesse de diminuer. Quant aux chômeurs secourus, ils doivent parfois, comme des milliers d'employés licenciés, se contenter

de 15 % de leur ancien industries de haute technolosalaire. gie et, à Boston, le taux de

**AU BORD** 

DU GOUFFRE

En fait, après la période d'euphorie et de spéculation tous azimuts des années 1980, l'économie américaine traverse depuis plus d'un an une période de récession. L'arrêt brutal de l'immobilier a précipité dans sa chute de nombreux promoteurs, mais également un grand nombre de banques et de caisses d'épargne. Par ailleurs, les coupes effectuées par le gouvernement dans le budget militaire ont rejailli sur les industries informatique et électronique. Enfin de nombreuses entreprises payent aujourd'hui la politique de restriction du cré-

Dans toutes les branches, des milliers d'emplois ont ainsi disparu. Dans le seul Etat du Massachusetts, au cours des deux dernières années, 46 000 salariés ont perdu leur travail dans les

industries de haute technologie et, à Boston, le taux de chômage qui n'excédait pas 3 % en 1989 vient de franchir la barre de 9 %.

L'automobile où, au nom de la productivité, les restructurations vont bon train est également touchée. Récemment General Motors, la grande firme de Detroit, a annoncé la suppression de 15 000 emplois, soit 15 % de ses effectifs, pour les deux prochaines années.

Face à cette dégradation de l'économie américaine, les experts eux-mêmes se gardent bien de fixer les échéances d'une éventuelle reprise. Mais aux Etats-Unis comme ailleurs, eux comme les capitalistes sont tous d'accord pour faire supporter à la classe ouvrière et aux catégories les plus pauvres de la population la faillite et les aberrations de leur système.

R. M.

#### **Ronald-Nancy:**

#### "JE T'AIME, MOI NON PLUS!"

Ronald Reagan est un «poor lonesome cow-boy». Maintenant qu'il n'a plus à supporter les charges présidentielles, on peut le lui dire : sa femme le trompait. C'est du moins ce que révèle une volumineuse biographie sur Nancy Reagan qui vient de paraître aux Etats-Unis.

Au fil de six cents et quelques pages que compte le livre, on y apprend que Reagan «le président Téfal» comme l'avaient surnommé certains, puisque paraît-il aucune critique, aucune bévue ne semblait pouvoir entamer sa réputation, a eu une vie émaillée de nombreuses liaisons extra-conjugales du temps où il était gouverneur de Californie. Il aurait même fumé de la marijuana!

Mais le comble a été atteint par Nancy, une femme cupide qui battait sa fille à coup de brosse à cheveux et recevait jusque dans ses appartements de la Maison-Blanche son crooner préféré, Frank Sinatra. Et cela il n'y a pas si longtemps encore.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les éléments du couple, chacun de leur côté certes, ont fait preuve d'une vitalité certaine jusqu'à un âge avancé. Ce qui témoigne sans doute des bienfaits de la civilisation du coca-cola, du pop corn et autres hamburgers

Pour l'Amérique puritaine, aux yeux de qui les Reagan se posaient en champion de la moralité, de telles révélations sont évidemment un coup dur. Reste à savoir ce qu'il en est pour cet ancien proche de Reagan, un certain Bush. Etait-il complice des frasques de son ancien patron ? Il ne resterait plus alors à l'Amérique bien-pensante qu'à se busher les yeux.

G. L

#### Dans les entreprises

#### **LICENCIEMENTS CHEZ MICHELIN**

#### **BIBENDUM NE MANQUE** PAS D'AIR

nouvelles suppressions d'emplois d'ici à la fin de 1992, soit 13% de ses effectifs hors filiales. de réduction d'effectifs qui suit celle de 3 100 1987, 2260 en 1990. L'ensemble de l'effectif de Michelin-France serait ramené à 31 000 salariés. Et cette fois-ci la presse annonce que le "plan social" n'évitera pas les licenciements secs.

Pour justification, il est mis en avant la baisse du marché automobile en Europe et aux Etats-Unis, et un déficit prévisible de 2,3 milliards de francs pour 1990, alors que pour 1989 il y avait un bénéfice de 2,2 milliards. Estce que la firme Michelin est pour autant aux abois? Que non! Outre ses bénéfices des années passées, on peut lire dans la presse qu'elle a investi 3 milliards cette année, et 8 milliards l'année précédente, que son redéploiement en Asie (Japon, Corée, Thaïlande) et le

Michelin annonce 4900 rachat d'Uniroyal-Goodrich aux Etats-Unis "étaient sans doute des opérations onéreuses" comme le dit Le Figaro C'est une nouvelle vague du 10 avril, (10 milliards de francs pour le seul rachat d"'Uniroyal" selon postes en 1983, 2 200 en l'Humanité du même jour)...

Michelin ne se prive pas par ailleurs d'augmenter la productivité en accélérant les cadences. et les licenciements qu'il prévoit ne sont pas destinés à réduire son potentiel productif, mais seulement à accroître ses bénéfices. La baisse du marché de l'automobile, momentanée, ne justifie rien. Car Michelin pourrait se permettre une réduction d'horaires sans réduction de salaires, s'il ne visait uniquement à la fois à accroître son capital et à faire des bénéfices encore plus juteux.

Les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter la logique de Michelin, car elle sacrifie les travailleurs, les emplois et les salaires pour les seuls profits du capital.

## Les 18, 19 et 20 mai

## La Fête c'est avec Lutte Ouvrière à Presles dans le Val-d'Oise

Plusieurs centaines de stands où déguster une spécialité, prendre un pot en bavardant, ou en regardant un spectacle ou une animation. Des dizaines de spectacles sur des scènes aménagées, une guinguette, des bals, des films en permanence. Des dizaines et des dizaines de jeux pour petits et

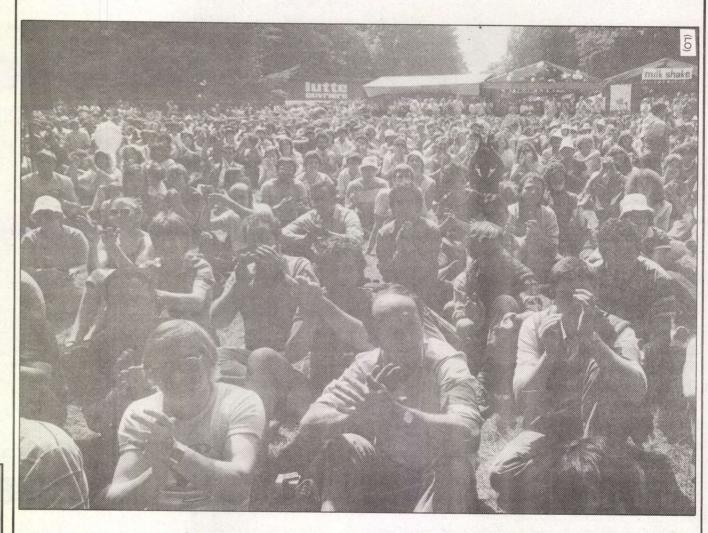
Un chapiteau scientifique avec grands. des expositions, des débats passionnants. Une série de rencontres avec

Une cité politique où seront prédes personnalités. sents des groupes politiques de diffé-

LA FETE, c'est trois jours enthousiasmants de découvertes et de rencontres. C'est la preuve par la fête que les idées et les idéaux communistes ne sont pas dépassés mais appartiennent au présent et à l'avenir, n'en déplaise à tous ceux qui s'empressent de les

Vous pourrez vous procurer des cartes d'entrée auprès de nos militants ou en écrivant à :

LUTTE OUVRIERE **BP 233** 75865 PARIS CEDEX 18



## DES DEUX CÔTÉS DU RHIN

le record d'Europe pour pères que les industriels les aides aux entreprises, allemands, en croquent tous avec l'équivalent de 82 dans la main de l'Etat. milliards de francs de fonds de tous les pays, même français.

L'Allemagne détiendrait quands ils sont aussi pros-

On imagine en tout cas publics distribués en un an aisément l'usage que les à l'industrie. C'est le gou- entreprises françaises vont vernement de Bonn qui a faire de cette "révélation", révélé le montant, afin de relevée justement par le convaincre le patronal journal patronal Les Echos qu'il n'est pas si mal loti. pour tendre encore davan-Comme quoi les patrons tage leur sébile à l'Etat

à la fête de Lutte Ouvrière

Depuis vingt ans que Lutte Ouvrière organise sa fête à la Pentecôte (week-end de trois jours oblige), il était temps de parler un peu des religions. Nous avons donc choisi cette année de consacrer un montage audiovisuel à celles du monde méditerranéen, sous le titre "Iaweh, Jesus, Allah... et les autres".

Ce diaporama montre que chacune des religions monothéistes, qui prétend bien sûr être la seule vraie, a

emprunté mythes et idées aux plus anciennes cultures du Moyen-Orient, entre autres celles des Sumériens et des Egyptiens, et à ses rivales, et comment elles gardent toutes, aujourd'hui encore, des traces des vieilles croyances polythéistes. Il montre aussi qu'en dépit d'une apparente rigidité leurs dogmes et leurs rites ont évolué en fonction de l'évolution de la société, du rôle qu'elles aspiraient à y jouer, et qui - en ce qui

concerne ce que l'on a coutume d'appeler les grandes religions, c'est-à-dire celles qui ont réussi - a toujours été lié à la défenses des intérêts des classes dominantes.

A une époque où la remontée des idées réactionnaires se traduit aussi par un retour des idées religieuses, l'éclairage qu'apporte l'histoire des religions est en effet une des meilleures armes pour combattre toutes ces vieilles superstitions.

Carnaud Laon (Aisne)

## QUAND LES PATRONS INVESTISSENT

Carnaud (ou plus exactement CMB-Emballage, comme le groupe s'appelle depuis sa fusion avec le groupe anglais Metal Box) va réimplanter son activité aérosols à Laon, à quelques kilomètres de l'actuelle usine, l'activité boîtes de conserves alimentaires devant rester sur place. A l'époque où la décision avait été prise, en avril 1990, après de multiples tractations et avec de multiples cadeaux à la clé de la part du département, de la région et de la commune, la presse et les élus locaux s'étaient félicités que «250 emplois soient maintenus à Laon». Mais la réalité est différente.

#### **UN TERRAIN** PAYANT... **A TITRE GRATUIT?**

Récemment, un journaliste local a soulevé le lièvre du terrain viabilisé de 2 hectares dont la municipalité avait promis, à cette occasion, de faire cadeau à l'entreprise. Cela était un peu gros et pouvait sans doute attiser la convoitise de petites entreprises désireuses de bénéficier de l'égalité de traitement, et la municipalité est officiellement revenue là-dessus et a fait mine de facturer le terrain à Carnaud. Mais il est peu probable que la société ait renoncé aux 2 millions de francs que représente le terrain; alors faut-il croire, comme tout le monde le dit, qu'elle bénéficiera d'un autre type de «compensation», comme l'aménagement de routes, travaux de fondations ou autres?

#### **MAINTIEN** DE L'EMPLOI... **AVEC SUPPRESSION** D'EMPLOIS!

En tout cas, environ 230 salariés travaillent actuellement pour la fabrication des aérosols, auxquels s'ajoutent plus de 50 travailleurs considérés, d'ailleurs indûment, comme saisonniers (alors qu'ils travaillent 7 à 11 mois par an à l'usine); ce qui leur vaut de gagner 1 000 à 2 000 F de moins que les travailleurs contrat remis en cause tous

Or, selon les déclarations du directeur local de Carnaud à la presse et au Comité d'établissement, seules 220 personnes seront employées à la nouvelle unité d'aérosols. Ce qui, en guise de «maintien de l'emploi», laisse plus de 50 tra- des collectivités locales.

vailleurs sur le pavé. Seuls 10 des travailleurs actuellement considérés comme «saisonniers» pourraient prétendre à être embauchés de manière permanente, à condition qu'ils passent les tests avec succès (ce qui est une mascarade, pour des travailleurs qui effectuent le travail depuis souvent plus de 10 ans à l'usine) et à la condition que le patron obtienne la mise en FNE (Fonds national de l'emploi) de 10 travailleurs anciens des aérosols et de 20 de l'activité conserves.

Ainsi, alors que Carpermanents et d'avoir leur naud investit parce qu'il attend un accroissement de ses activités et de ses profits, il veut encore profiter des FNE, payés par l'Etat et les Assedic, pour lui permettre de remplacer des travailleurs anciens par des jeunes moins payés. Et cela, après tous les cadeaux qu'il a déjà reçus de la part



UN ACCROISSEMENT **CONTINU DE** LA CHARGE DE TRAVAIL

Dans l'usine même, en tout cas, la direction n'a pas tardé à faire comprendre aux travailleurs sur le dos de qui se ferait «l'accroissement de productivité» dans la nouvelle unité. Avant même l'installation dans la nouvelle usine, et dans les deux secteurs d'activité, elle a commencé à appliquer le système du travail en «cel-

On nous a fait comprendre que, s'il y avait un travailleur malade, il faudrait pallier à son absence à l'intérieur de la «cellule». La division prend des allures ridicules. D'avance, on nous a annoncé que, dans la nouvelle usine, il y aurait une salle de repos par «cellule»: à croire que les autres auraient le SIDA, désormais!

De plus en plus, la direction essaie de faire en sorte que le travail continue travailleur sur deux alternant sur la machine.

D'ores et déjà, les chefs ont fait savoir aux ouvriers de production du secteur de l'imprimerie qu'ils pouvaient se considérer comme retenus d'office pour travailler un samedi matin sur deux durant toute l'année. En attendant d'être licenciés l'année prochaine les salariés de l'autre. (puisque ce sont en majo- Correspondant LO

les chefs en sont à faire des réunions pour demander des volontaires désignés d'office pour venir travailler les samedis aprèsmidi!

Bref, modernisation, à la manière des patrons, rime avec suppressions d'emplois d'une part, pression de plus en plus grande sur

#### La dernière mode : les usines "portes ouvertes"

Vendredi 12 et samedi 13 avril, deux "journées portes ouvertes" sont prévues à Carnaud, comme dans les autres usines de Laon (c'est une initiative conjointe, semblet-il, de la municipalité et des patrons). Le patron a eu l'humour noir de nous demander, dans une note de service affichée, d'être plus nombreux que d'habitude à être volontaires pour venir travailler en plus le samedi matin, de manière à montrer aux visiteurs des chaînes en activité.

En somme, il voudrait que nous venions pour faire de la démonstration... Faudra-t-il taper avec un marteau pour faire du bruitage?

### Chausson Gennevilliers (92)

## LE PLAN DE LICENCIEMENTS EN APPLICATION

A l'usine H de Chausson Gennevilliers, qui doit fermer ses portes d'ici l'été, les dernières camionnettes J 9 sont sorties des chaînes cette semaine et, pour terminer en beauté, sans moteurs, poussées à la main dans la cour.

Les propositions de «reclassement» ont été plus que minces, en ce qui concerne surtout les travailleurs les moins qualifiés ou les plus âgés : une vingtaine sur MCA, filiale Renault à Maubeuge, quelques-uns à Talbot

Refaire sa vie à Maubeuge n'a rien d'évident et, d'autre part, si Talbot Poissy embauche réellement, la direction y regarde à plus de deux fois pour reprendre un travailleur de Chausson. C'est ainsi que, par exemple, des OS de sellerie, après avoir satisfait à tous les tests de Poissy, se sont fait recaler au dernier, qui était tout bonnement une mise en équation...

Depuis la fin janvier où a été mis en route le «plan social» de la direction, les

réactions sont restées limitées, malgré plusieurs tentatives de débrayage en février-mars qui n'ont à chaque fois regroupé qu'un peu plus d'une centaine de travailleurs, la dernière en date étant le 27 mars.

Ce jour-là en effet la direction générale - ou du moins ce qu'il en reste annonçait une procédure de licenciements secs. A nouveau 120 d'entre nous débrayaient et une manifestation eut lieu dans la salle où se tenait le CCE.

La procédure est pour l'instant bloquée juridiquement, ce qui est une bien mince barrière puisque, pour une bonne partie de ceux dont le poste est supprimé, le choix est : signer maintenant sa «convention de conversion» et toucher 60 000 F, ou risquer d'être de toute façon licencié plus tard avec rien.

Et pourtant Chausson filiale de PSA Talbot et de Renault - aurait de tout autres moyens de payer.

Correspondant LO

## Cézus-Chimie (région de Grenoble)

## LES 600 F POUR TOUS!

Depuis quelque temps, à Cézus-Chimie, près de Grenoble, une partie des travailleurs exprimaient leur ras-le-bol sur leurs salaires trop bas, les qualifications différentes au même poste de travail, les changements de poste incessants.

Après plusieurs AG et une réunion avec la direction, qui a refusé la revendication de 600 F pour tous, ils ont décidé d'arrêter le travail pour 24 heures le vendredi 22 mars. Puis, à une nouvelle AG appelée le mardi suivant, ils décidaient de se remettre en grève pour 24 heures.

Conscients d'être une minorité (19 sur plus de 200 personnes que compte l'entreprise), les grévistes décidèrent de s'adresser aux autres travailleurs en allant discuter avec eux à la prise de poste du soir, et le lendemain l'AG regroupait 29 grévistes qui décidèrent d'aller voir le directeur.

La réunion qui suivit ne manquait pas d'ambiance, surtout lorsque ce dernier affirma que le salaire minimum était de 8 000 F par mois, alors que certains des présents touchent 6 000 F. La différence se trouve dans le calcul d'un salaire annuel toutes primes

comprises qui arrange bien la direction mais pas les fins de mois des ouvriers. Ces derniers ne se sont d'ailleurs pas privés de conseiller au directeur, qui pleurait misère, de rogner sur son gros salaire pour renflouer l'entreprise. Mais après un nouveau refus de la direction sur les 600 F, les grévistes se sont tous retrouvés une nouvelle fois au portail afin d'appeler les autres travailleurs à se joindre à eux.

Les autres ouvriers n'étant pas prêts à se joindre à l'action, la reprise du travail était votée à l'AG du lendemain.

La colère ne touche pas encore tout le monde, mais les différentes actions qui se font depuis quelque temps montrent qu'il commence à y avoir une «ambiance».

#### Hôpital-Sud (Bordeaux)

#### ON FERME: SORTEZ LES MALADES!

a annoncé dans la presse, vendredi 29 mars, son intention de fermer 60 000 lits d'hôpital d'ici fin 1991, on peut dire que, pour sa part, le directeur général du CHR de Bordeaux fait tout ce qu'il peut pour que ce programme soit tenu!

Au Centre François-Magendie du Haut-Lévêque, 20 lits viennent d'être fermés au «G3» pour cause de déplacement d'un service dans un autre hôpital. 20 lits de libres : quelle aubaine lorsque l'on songe que tous les services alentour croulent sous le nombre de malades!

C'est pourquoi un médecin-chef du service d'à tion fait du zèle : la chirurcôté a cru bon de «squatter» ces lits en y installant Arnozan. Là, les médecins

Si le ministre de la Santé dare-dare des malades. C'était trop naïvement raisonner! Pour que cela ne puisse se reproduire, la direction fait enlever le matelas dès qu'un malade sort du service!

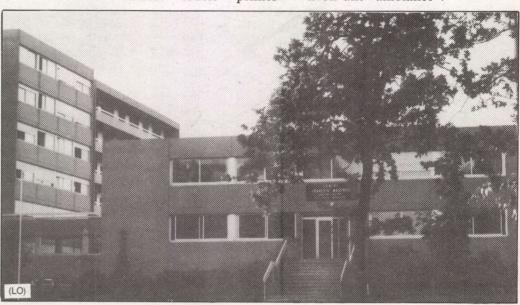
Le résultat est que, si cette aile est aujourd'hui bien vide, partout ailleurs ça déborde. Au point qu'il faut installer des banquettes dans tous les services pour coucher les malades en trop. Les chambres à deux lits sont très souvent triplées et les malades devant sortir à 14 heures sont priés de passer à la salle d'attente dès 9 heu-

Autre service où la direcgie thoracique de Xavier-

ayant protesté contre le manque de personnel, la direction a fermé 12 lits. Or le service où ces lits ont été fermés assurait le suivi des malades ayant subi une greffe cardio-pulmonaire, donc pouvant être réhospitalisés en urgence et à tout moment! Qu'à cela ne tienne! Comme dit la direction: «Qu'ils aillent en clinique privée !».

Le résultat, là aussi, c'est que tout le monde est mécontent, y compris les médecins qui dénoncent l'irresponsabilité de la direction. Mais qu'importe! Le ministre pourra liquider des lits... Et le directeur général du CHR de Bordeaux sera bien

Correspondant LO



Chers camarades,

Je voulais vous informer d'une mesure du gouvernement concernant les bourses d'étu-

Les études d'infirmières durent trois ans et ne sont pas payées. Certaines d'entre nous qui entreprennent ces études n'ont pas toujours une famille pour les aider financièrement. Aussi certaines demandent une bourse au ministère de la Santé ou au ministère du Travail. En octobre dernier, très peu en ont obtenu une. Le montant maximum accordé par le ministère du Travail était de 14 000 F pour l'année, payés en trois fois ; le minimum de 3 500 F. Les calculs avaient été faits selon le budget de 1990.

Or les boursiers viennent de recevoir une note les informant que, le budget 1991 étant en diminution, leur bourse serait diminuée : le maximum sera ramené à 11 000 F et le minimum à 2 900 F!

On entend dire partout qu'on manque d'infirmières. Mais la priorité pour le gouvernement est d'abord de faire payer la guerre du Golfe, et on n'est pas encore salariés qu'on paie déjà. On est vite mis dans l'ambiance!

> Une élève-infirmière (Paris)

#### **LUTTE OUVRIERE**

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE -**BP 233** 75865 PARIS CEDEX 18 -FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmule-wicz, José Chatroussat -Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson Tirage 17000 exemplaires Composition: Point Virgule Photocomposition, Paris -Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

#### **ABONNEMENTS**

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire :

France: 6 mois: 130 F - 1 an: 250 F - Autres pays, voie ordinaire: 6 mois: 170 F - 1 an:

- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.

France, 1 an: 80 F

Autres pays, voie ordinaire, 1 an: 95 F.

Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

#### **BULLETIN D'ABONNEMENT**

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL ET VILLE:

COMPLEMENT D'ADRESSE : ..

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : (rayer la mention inutile).

Ci-ioint la somme de :

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

"Madame Bovary

## <u>de</u> Claude Chabrol



Claude Chabrol, en portant à l'écran Madame Bovary, le roman que Gustave Flaubert publia en 1857, n'a pas cherché à moderniser artificiellement l'histoire et a choisi d'y être le plus fidèle possible. Ce parti pris de respect scrupuleux aurait pu donner un résultat assez plat, mais il n'en est rien. Claude Chabrol est parvenu à faire passer une bonne part de la densité du

L'intrigue a la simplicité apparente d'un fait divers. Flaubert s'était d'ailleurs inspiré d'une histoire réelle : un médecin de campagne épouse la fille d'un fermier; celle-ci s'ennuie, prend un amant, puis un autre : elle s'enlise dans les dettes et se trouve acculée au sui-

Le cadre, celui d'une bourgade de la campagne normande, non loin de Rouen, est parfaitement restitué par le film. Des personnages nombreux, les plus présents sont des

spécimens de la petite bourgeoisie provinciale de l'époque. Homais est le pharmacien anticlérical et infatué de sa personne. Sous couvert de rationalisme, il a réponse à tout et prétend résoudre tous les problèmes. Lheureux est un commerçant à la rapacité cauteleuse et implacable. Bovary est un médecin qui passe pour un imbécile parce qu'il ne sait pas masquer sa banalité et son manque d'ambition. Léon, le jeune clerc de notaire, faute de faire son trou (pour le moment), adopte la pose du romantique sensible et incompris.

Un peu à l'écart de ces petits bourgeois, Rodolphe est un châtelain déliquescent, jouant cyniquement à Emma Bovary la comédie du grand amour affranchi des conventions. Emma Bovary, fille de fermier, rêve d'un monde plus raffiné que celui qu'elle a toujours connu. Elle se donne des airs de grande dame sachant parler avec

mépris aux domestiques. Elle cherche à s'évader de son existence étriquée par les moyens fort peu originaux qu'elle a à sa portée : l'adultère, la religion, la coquetterie vestimentaire... Son désir de vivre quelque chose de grand sombre dans le dérisoire. Car, au-delà de la satire, il y a le drame d'une femme victime de la lâcheté d'hommes ne voulant rien risquer pour elle et qui finit par être détruite par le pouvoir de l'argent.

L'Emma Bovary incarnée par Isabelle Huppert apparaît plus intelligente et moins fantasque que celle de Flaubert. Son interprétation est de toute façon excellente, de même que celle de Jean Yann dans le rôle d'Homais et celle de Jean-François Balmer dans celui de Charles Bovary.

Un film de qualité, qui devrait en plus donner l'envie de lire ou de relire le roman de Flaubert.

Jean-Pierre CALVI

#### lire. Réédition en poche Godounov de Pouchkine, l'histoire de ce tsar sanglant qui succéda à Ivan le Terrible et les tentatives d'un certain

BONNE NUTT!"

BONNE Siniauski

d'André Siniauski

Roman, confession, autobiographie, Bonne nuit est le récit touffu de tout ce qui hante la mémoire de l'auteur soviétique devenu dissident aujourd'hui professeur de littérature russe en France - depuis ses années passées dans les camps staliniens.

Siniavski fut en effet arrêté, ainsi qu'il le raconte, le 8 septembre 1965, en plein midi, dans le centre de Moscou, par «deux belles gueules repues» qui le firent disparaître, ni vu ni connu, dans une voiture.

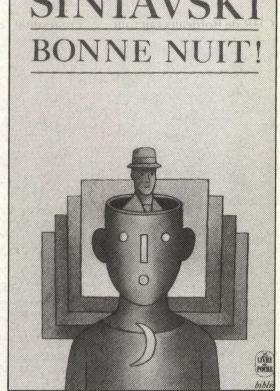
Après le «dégel» consécutif à la mort de Staline, l'URSS des années 1960 connaissait une nouvelle période de «glaciation». C'est ce que dénonçait Siniavski dans le manuscrit (qu'il avait fait parvenir en France) d'une série de nouvelles, publiées en 1963 sous le titre Le verglas. C'est en ces circonstances qu'André Siniavski et son ami Iouli Daniel furent arrêtés et condamnés à 7 ans de «peine sévère» en camp.

Bonne nuit, publié en 1984, fut écrit vingt ans après les événements relatés. L'absurdité, la folie du système stalinien et les espoirs soulevés par la mort de Staline sont au cœur du récit. Mais vingt ans après, les événements ne reviennent plus dans l'ordre chronologique sous la plume de l'auteur, mais s'y bousculent, l'un amenant l'autre. L'arrestation de Siniavski lui rappelle celle de son père, «un révolutionnaire», selon Siniavski, qui lui avait appris à rester avant tout fidèle à ses convictions. Embarqué dans les années 1950, ce personnage austère, qui n'avait jamais plié, revint brisé, littéralement terrorisé, à demi-fou après les interrogatoires et la

Les digressions sont nombreuses, se mélangent au récit avec les réminiscences littéraires qui viennent l'illustrer. La mort de Staline («Moustache») et les règlements de comptes qu'elle entraîna dans l'appareil lui rappellent le Boris nombre de «faux» tsars de prendre le pouvoir.

Siniavski arrive à faire rire avec les épisodes qui ont dû être pour lui les plus angoissants: son arrestation par exemple et l'interrogatoire qui suivit. Un interrogatoire fabriqué: un flic ignare veut lui faire avouer qu'«au fond de son âme» il a «sous-estimé Tchékhov» et la puissance de ses «pièces patriotiques». Mais il est rappelé à l'ordre par un supérieur et suite au coup de téléphone, ce n'est plus Tchékhov qui est en cause mais un autre écrivain «patriotique», Pouchkine, que Siniavski aurait dénigré en parlant de «ses jambes grêles» et «érotiques». Le plus dérisoire n'est pas le chef d'accusation mais l'attitude du policier qui prend des airs importants et se vante, pour mieux écraser l'accusé : «Nous, nous avons fait la guerre civile»; un mensonge ridicule (50 ans ont passé

Dans les pires moments, Siniavski trouva des soutiens inattendus. Reconnu dans le train de prisonniers qui l'emportait vers le camp par des droits communs, au lieu d'être lynché par ceux-ci comme le lui ont prédit les gardiens en vertu du vieil antagonisme entre droits communs et politiques, son nom est scandé par le train tout entier... non vraiment à cause de ses livres,



qu'aucun n'a lus, mais «tout bonnement grace a ma sale reputation d'ecrivain en désaccord avec vous (ses accusateurs du KGB) et qui, après quelques sauts périlleux, a atterri parmi les voleurs pour partager leur sort», écrit Siniavski.

Bonne nuit jongle avec les événements, les années et brode de parenthèse en parenthèse. Mais ce qui touche le plus dans ce récit, c'est le côté combattant du narrateur, qui mélange à la fois l'ironie, la dérision et le défi à l'égard de ses tortionnaires.

Cécile BERNIER

Bonne nuit d'André Siniavski -Livre de Poche Biblio.

• Lutte Ouvrière nº 1190 - 12 avril 1991 • 15

#### Dans le monde

## Espagne

## Procès sur l'avortement

#### LA GRÂCE NE CHANGE PAS en liberté. Le gouverne-LA LOI

gracié il y a quelques jours par le gouvernement espagnol, après avoir été

prison pour avoir fait avor-A peine sorti de prison, ter en 1984 une adolescente le gynécologue de Malaga de 14 ans, y est retourné. Il a été condamné cette fois pour outrage à magistrat lors de la conférence de condamné à quatre ans de presse organisée à sa mise

ment espagnol avait cans doute tenté de classer une affaire spécialement choquante pour tous ceux qui, en Espagne, avaient espéré que la venue au pouvoir des socialistes s'accompagnerait d'une libéralisation réelle de la législation sur l'avortement. Mais la magistrature de Malaga n'en est pas à un coup de force près pour tenter de faire prévaloir l'obscuran-

tisme et le mépris du droit des femmes.

Il faut dire que l'affaire était particulièrement révoltante. Il avait été établi par la justice, dès le premier procès, que la jeune fille était contrainte depuis l'âge de 8 ans à subir les rapports sexuels que son oncle de 50 ans lui imposait en la menaçant de mort si elle parlait. Mais on était en 1984, à une période où dans toute l'Espagne des femmes luttaient pour obtenir la fin de la répression contre l'avortement, et ce procès avait été une occasion pour les ennemis de cette libéralisation de faire une démonstration d'intransigeance.

Au regard de la loi adoptée quelques mois plus tard par le gouvernement de Gonzalez, le gynécologue était innocent. En effet la réforme, bien que très restrictive, autorisait l'avortement dans trois cas, parmi lesquels figurait le viol. Le gynécologue de Malaga, arguant du fait qu'il s'agissait bien d'un viol, avait donc logiquement fait appel en invoquant tout à fait normalement l'application rétroactive de la nou-

Il en fallait plus pour désarmer les coteries réactionnaires, toutes-puissantes entre autres dans la magistrature, et pour qui ce médecin défenseur de longue date du droit à l'avortement était un symbole. Au début de l'année 1991, le Tribunal suprême qui jugeait l'affaire en appel confirma la condamnation, en prétextant qu'il s'agissait non d'un viol mais de relations sexuelles consenties, c'est-à-dire d'une affaire de «stupre». Quant au tribunal de Malaga dont l'avis fut pressenti par le gouvernement, il accusait d'avoir fait avorter cette enfant sans son consentement.

GAMMA

L'arbitrage du gouvernement en faveur du médecin lui permet sans doute d'évacuer un problème délicat. Mais il ne peut certainement pas faire oublier qu'en Espagne, aujourd'hui, médecins et magistrats réactionnaires peuvent empêcher des femmes d'interrompre une grossesse comme elles le veulent ou les condamner, elles et les médecins qui les aident, tout cela parce que les dirigeants socialistes n'ont jamais eu l'audace d'adopter une loi plus respectueuse des droits des femmes et d'en imposer l'application. En fait, ils ont toujours reculé devant la pression des couches les plus réactionnaires de la société et n'ont même pas autorisé comme ils le promettaient le recours à l'IVG pour une raison économique ou sociale...

Et ce sont des milliers de pour sa part le médecin femmes qui en Espagne subissent les conséquences de cette pusillanimité.

Henriette MAUTHEY

Cossiga.

## Italie

## CÉSARISME GAULLIEN À ROME

C'est reparti avec Andreotti. Tel est pour l'instant le bilan de la crise gouvernementale italienne, la cinquantième depuis la dernière guerre. C'est en effet le démocrate-chrétien Giulio Andreotti qui a été chargé de succéder pour la septième fois à... Giulio Andreotti, à la tête de la même coalition de cinq partis. Rien de nouveau en somme, dira-t-on, sous le soleil de l'Italie...

Mais il en est des crises gouvernementales italiennes comme des plats de spaghettis : chacune, bien qu'en apparence semblable aux précédentes, peut avoir son fumet particulier.

Or cette fois, c'est un cuisinier exceptionnel qui a conduit la crise : le président de la République, personnage à qui la Constitution et la pratique de la politique italienne ne réservent d'ordinaire qu'un rôle des plus réduits et, à vrai dire, des avantages et des compensations matérielles qui le sont beaucoup moins.

Le titulaire du poste, Francesco Cossiga, est depuis plusieurs mois sorti de ses gonds. Il parle, s'indigne, interpelle les uns et les autres. Tout cela parce qu'il a été mis en cause dans l'affaire Gladio, ce réseau militaire clandestin patronné par l'OTAN dans la plupart des pays membres de cette organisation et qui, en Italie, aurait été derrière nombre d'attentats fomentés par l'extrême-droite dans les années 1970. Prié par un juge d'instruction de

s'expliquer, comme après n'importe quel citoyen, Cossiga a déclaré que les hommes de Gladio étaient pour lui tout simplement «des patriotes». Et dans la foulée, il est intervenu dans la crise gouvernementale pour déclarer qu'il faut, pour de bon, mettre en chantier une réforme institutionnelle.

A l'entendre, bien sûr, il s'agit de trouver un système de gouvernement efficace, grâce auquel l'Italie n'aurait plus de gouvernements corrompus, de scandales et de secrets d'Etat, jamais élucidés, de boss de la Mafia libérés comme par enchantement, d'argent public dilapidé, et l'on en passe. Les bonnes gens qui écoutent Cossiga ne pourraient donc être que pour. Mais le fond du projet n'est évidemment pas là.

Ce qui est en question, c'est une république présidentielle, où il n'y aurait

plus de crises gouvernementales à répétition, où la loi électorale serait modifiée pour rendre le Parlement moins incontrôlable, moins dépendant de l'opinion et plus efficace du point de vue des intérêts du patronat et où, au passage, s'arrangerait pour qu'un simple magistrat ne puisse plus lancer des enquêtes à tout-va sur le linge sale des politiciens ou de la Mafia.

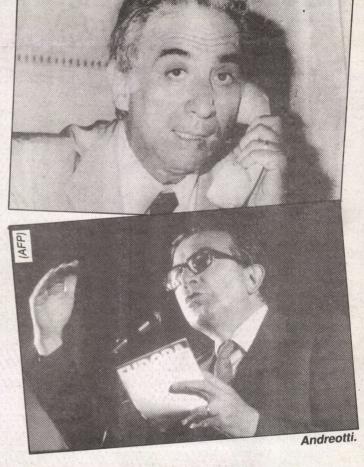
Bref, ce serait quelque chose comme une République à la façon italienne (là, ce serait seulement la deuxième), l'exemple de la France ayant montré depuis 1958 combien un système de ce genre peut être efficace pour permettre à la bourgeoisie de gouverner sans gêne, sans contrôle et sans scandales, ou du moins avec tous les moyens de les étouffer.

Bien sûr, il y a longtemps qu'un tel projet court en Italie, sans qu'il y ait eu

vraiment une occasion comparable à la crise de 1958 en France - pour le mettre en œuvre. Cossiga semble pourtant estimer les circonstances favorables pour jouer, après d'autres, à l'homme «au-dessus des partis» et leur imposer la réforme.

Aura-t-il plus de chance dans l'entreprise que ses prédécesseurs? Ce n'est pas encore dit, mais le fait est qu'il dispose pour cette réforme - contre son propre parti, la Démocratie Chrétienne - de l'appui du Parti Socialiste de Craxi. La raison en est simple : dans une république présidentielle sur le modèle français, qui verrait alterner présidents de gauche et de droite, c'est le chef du Parti Socialiste qui serait le candidat de gauche tout trouvé et qui pourrait obliger notamment le PC (rebaptisé récemment PDS, Parti Démocratique de la Gauche) à le soutenir. Là aussi, on le voit, un certain Mitterrand a fait des émules.

Car le dernier élément du puzzle pourrait être, précisément, ce fameux PC rebaptisé récemment PDS dans sa frénésie pour s'intégrer à tout prix dans le jeu politique. Une fraction de la bourgeoisie italienne estime sans doute le moment venu de lui mettre carrément le marché en main: soutien à la réforme, appui à un système électo-



ral qui réduirait son propre rôle et sa propre place, en échange d'une participation à part entière au jeu politique - par exemple en tant qu'allié, subalterne et les mains liées, du Parti Socialiste de Craxi.

On verra donc si la cinquantième crise de la Répu- l'opération. Or, dans les cirblique italienne marque le début du passage à une «seconde république». Le nouveau gouvernement Andreotti, s'il est effectivement investi, pourrait ne se hâter que lentement de

mener à bien la réforme. Les politiciens qui le composent ne tiennent pas évidemment à perdre un tant soi peu de leurs propres prérogatives. A moins de trouver la formule pour que le PC - pardon, le PDS - fasse tous les frais de constances actuelles, il semblerait même prêt à

dire merci à qui lui donne-

rait le sabre pour se faire

hara-kiri.

André FRYS